

a

FIDA

FOND INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session

Rome, 21-22 avril 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UNE PROPOSITION DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE

ADMINISTRÉ PAR LE

BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES SERVICES D'APPUI AUX PROJETS

POUR LE

**PROGRAMME RELATIF AUX ENVOIS DE FONDS ET AU DÉVELOPPEMENT RURAL
EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES – RENFORCEMENT DU
POTENTIEL DE CRÉATION DE REVENUS DES RURAUX PAUVRES DANS LES PAYS
BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS**

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
I. CONTEXTE	1
II. JUSTIFICATION	2
III. PERTINENCE POUR LE FIDA	2
IV. LE PROGRAMME PROPOSÉ	3
V. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS	4
VI. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	5
VII. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	5
VIII. RECOMMANDATION	6
 APPENDICES	
I. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	1
II. IFAD-ORGANIZED WORKSHOPS ON MIGRATION AND REMITTANCES (ATELIERS DU FIDA SUR LA MIGRATION ET LES ENVOIS DE FONDS)	3
III. PROGRAMME DESIGN MATRIX (MATRICE DE CONCEPTION DU PROGRAMME)	4
IV. IFAD EXPERIENCE WITH MIGRANT ASSOCIATIONS AND GROUPS (EXPÉRIENCE DU FIDA AVEC LES ASSOCIATIONS ET LES GROUPEMENTS DE MIGRANTS)	5

SIGLES ET ACRONYMES

AMUCSS	<i>Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social</i> (Association mexicaine de caisses de crédit mutuel)
DAT	Don d'assistance technique
HTA	Hometown Association (club de migrants de même origine)
BID	Banque interaméricaine de développement
MIF	Fonds multilatéral d'investissement de la BID
ONG	Organisation non gouvernementale
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UNE PROPOSITION DE DON D'ASSISTANCE
TECHNIQUE ADMINISTRÉ PAR LE BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES
SERVICES D'APPUI AUX PROJETS POUR LE
PROGRAMME RELATIF AUX ENVOIS DE FONDS ET AU DÉVELOPPEMENT RURAL
EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES – RENFORCEMENT DU
POTENTIEL DE CRÉATION DE REVENUS DES RURAUX PAUVRES DANS LES PAYS
BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique (DAT), devant être administré par la division du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) chargée des programmes du FIDA, en faveur du programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds, d'un montant de 1,0 million de USD sur une période de trois ans.

I. CONTEXTE

1. Les dix dernières années ont donné lieu à des recherches substantielles sur le phénomène des migrations internationales, la montée des communautés transnationales et les effets socioéconomiques des différentes formes d'interaction à la fois sur les communautés de migrants et leurs communautés d'origine. Dans le monde entier, le montant annuel des transferts de fonds – l'argent gagné à l'étranger par les migrants et envoyé dans leurs pays d'origine – est estimé à 100 milliards de USD. En 2002, le total des fonds envoyés dans la région Amérique latine et Caraïbes se chiffrait à quelque 32 milliards de USD. Cependant, l'envoi de fonds ne constitue qu'une facette des échanges entre communautés: les savoirs, les compétences, les biens et la culture sont également partagés, avec des retombées tant positives que négatives.

2. Les envois de fonds ne sont pas seulement un flux monétaire à sens unique destiné à aider la famille, ils sont de plus en plus souvent utilisés collectivement pour reconstruire des infrastructures des communautés rurales (par exemple après un ouragan, un séisme ou une inondation) et, dans bon nombre de cas, pour cofinancer des projets de développement. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales (ONG) ont commencé à s'intéresser aux moyens de canaliser et d'utiliser les fonds transférés pour promouvoir le développement durable. Le FIDA est particulièrement bien placé pour aider les expéditeurs et les destinataires de ces fonds à investir dans des projets productifs, compte tenu de son implication de longue durée dans la promotion du développement rural dans la région à travers des projets participatifs associant les pauvres. Les interactions ininterrompues entre les migrants et leurs communautés d'origine et le rôle unique d'agents du changement joué par bon nombre de migrants tant dans leur pays d'adoption que dans leur pays natal ouvre de nouvelles perspectives au FIDA.

3. Le FIDA a organisé depuis 2002 trois ateliers sur la migration et les envois de fonds (aux États-Unis à Washington D.C. et Los Angeles, et en El Salvador, à San Salvador) (Appendice II). Les ateliers ont permis aux associations de migrants, aux ONG, aux universités, aux maires d'El Salvador et aux représentants des gouvernements, de se rencontrer et d'examiner les moyens de coordonner et de stimuler les activités de développement rural dues à l'initiative des communautés de migrants vivant aux États-Unis.

4. Le DAT proposé vise à appuyer et régulariser les relations existant entre les communautés de migrants et les communautés locales, en les inscrivant dans les activités des projets financés par le FIDA dans trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La banque interaméricaine de développement (BID) a fait part de son souhait de cofinancer le programme; le Conseil mondial des caisses de crédit mutuel et les fondations Ford et Rockefeller envisagent également une participation. Cette expérience pilote pourrait fournir au FIDA un mécanisme novateur pour poursuivre ses interventions en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural, en introduisant un partenaire nouveau et actif: les communautés transnationales de migrants.

II. JUSTIFICATION

5. La stratégie du présent programme vise à promouvoir la réduction de la pauvreté et le développement rural, s'inscrivant ainsi dans le *Cadre stratégique du FIDA 2002-2006*. Dans ce contexte, la lutte contre la pauvreté rurale ne se limite pas au renforcement de la capacité des populations cibles de générer des revenus; l'adoption d'une approche plus globale et novatrice se révèle indispensable. Le programme a été conçu selon une matrice dans laquelle chaque composante est reliée au cadre stratégique du Fonds pour la réduction de la pauvreté (Appendice III).

6. Le présent programme va également permettre de documenter et d'évaluer les expériences de modèles durables de développement communautaire transnational, et de diffuser les enseignements tirés. En particulier, il donnera une dimension transnationale aux trois objectifs stratégiques pour 2003-2006 du FIDA appuyant les objectifs de développement du Millénaire: i) renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; ii) rendre plus équitable l'accès aux ressources naturelles productives et aux technologies; et iii) élargir l'accès aux services financiers et aux marchés. Plus spécifiquement, le programme mettra l'accent sur le renforcement du pouvoir d'action des communautés transnationales vivant aux États-Unis et de leurs communautés d'origine dans la région Amérique latine et Caraïbes, en particulier en République dominicaine, en El Salvador et au Mexique.

III. PERTINENCE POUR LE FIDA

7. Pendant les trois ateliers transnationaux organisés depuis 2002, le FIDA a récolté les premiers fruits de ses efforts visant à sensibiliser les associations de migrants salvadoriens aux utilisations productives d'envois de fonds (Appendices II et IV). Ces ateliers ont, de fait, obtenu un tel succès que les migrants ont exprimé le souhait d'utiliser leurs ressources collectives pour cofinancer les projets du FIDA. Avec le présent DAT, on pourra continuer à aider les Hometown associations (HTA) (clubs de migrants de même origine), en particulier les associations dominicaines, mexicaines et salvadoriennes, à s'organiser elles-mêmes, et on leur fournira un cadre pour une participation potentielle aux projets du FIDA à travers non seulement les transferts de fonds mais également les échanges de savoirs et de compétences.

8. Le partenariat proposé entre le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) de la BID et le FIDA sera mutuellement bénéfique. Ce fonds d'investissement a accumulé les expériences en matière de financement des programmes de sensibilisation dans toute la région, et a exécuté un certain nombre de projets pilotes dans plusieurs pays clés. Le FIDA a récemment commencé à élaborer des projets à petite échelle associant les migrants au développement rural local. Ce premier programme conjoint FIDA-MIF visera à maximiser les synergies pour promouvoir le secteur privé et le développement rural.

IV. LE PROGRAMME PROPOSÉ

9. Sur le long terme, l'objectif primordial du programme est de promouvoir le développement et de réduire la pauvreté dans les communautés rurales de la région Amérique latine et Caraïbes, en particulier en République dominicaine, en El Salvador et au Mexique. Son objectif général est d'encourager le développement financier et économique rural dans les campagnes, en s'appuyant sur la participation des communautés de migrants.

10. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: i) appuyer localement la mise en place de services financiers et de communication bon marché, efficaces et accessibles, pour les migrants et leurs familles; ii) consolider et renforcer le pouvoir d'action des associations de migrants désireuses de soutenir le développement rural dans leurs pays d'origine; iii) renforcer les capacités des organisations de migrants en vue de la planification et de l'exécution d'activités de développement rural dans leurs pays d'origine; et iv) améliorer les revenus et les conditions de vie des ruraux pauvres au moyen d'initiatives conjointes des organisations de migrants et des organisations locales visant la création d'entreprises rurales durables agricoles et non agricoles.

11. Compte tenu du cadre stratégique, le programme comportera trois composantes opérationnelles dans les pays participants: i) services ruraux financiers/de communication; ii) formation, mise en réseaux et prise de conscience de soi; et iii) projets productifs ruraux. De plus, le programme comprendra une composante d'administration et de suivi et évaluation (S&E), décrite dans le chapitre VI.

12. **Services ruraux financiers/de communication.** Au titre de cette composante, le programme mettra en place des systèmes bancaires locaux dispensant un éventail de services aux populations généralement ignorées par les institutions financières commerciales, et il concevra des mécanismes facilitant l'accès de ces populations au secteur financier officiel. Il encouragera, par exemple, le rattachement des transferts de fonds à l'épargne et au microcrédit, et travaillera avec des institutions financières appropriées telles que les institutions de microfinance et les caisses coopératives de crédit et caisses de crédit mutuel.

13. **Formation, mise en réseaux et prise de conscience de soi.** Le programme contribuera à la création et à l'élaboration d'un nouveau modèle de coopération. Les associations de Salvadoriens expatriés influenceront directement les politiques de développement local dans leurs communautés d'origine et y participeront, en allouant les envois de fonds communautaires à des projets productifs et de développement rural. Le programme aidera les HTA à s'organiser elles-mêmes plus efficacement en encourageant leur intégration dans des associations de deuxième et troisième niveau, ce qui facilitera les négociations avec le gouvernement central sur les investissements sociaux dans les zones rurales et améliorera la gouvernance entre les communautés rurales et les HTA. Le programme organisera et financera des cours de formation, des ateliers et des séminaires dans différents états et régions des États-Unis, ainsi qu'en République dominicaine, en El Salvador et au Mexique.

14. **Projets productifs ruraux.** Les activités menées dans le cadre de cette composante appuieront les partenariats entre le secteur public et le secteur privé et renforceront les liens entre les associations de migrants et leurs communautés d'origine. Le programme étudiera également les mécanismes novateurs susceptibles d'inciter les migrants à investir dans des activités productives dans leurs pays d'origine, tout en préservant l'intégrité culturelle des communautés rurales. La composante appuiera, notamment, les initiatives et mécanismes financiers nouveaux permettant la promotion de projets productifs par l'intermédiaire des HTA. Ces projets n'entraîneront pas de réduction du montant des fonds envoyés pour la consommation individuelle, ni des distorsions du marché. Bien au contraire, ils créeront de la valeur ajoutée pour les migrants et leurs familles restées au pays en faisant la promotion d'instruments de réinvestissement efficaces. Le programme élargira et consolidera les activités en cours d'exécution des projets du FIDA en République dominicaine, en El Salvador et au Mexique. Les

activités ne se borneront pas à des donations d'argent liquide de la part des HTA, car on encouragera d'autres formes de coopération, telles que l'assistance technique ou l'aide à la formation par les migrants, les entreprises conjointes pour la production et la commercialisation, et l'information sur les possibilités offertes par les "marchés ethniques" dans les villes des États-Unis.

V. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

15. Pendant les trois ans de la période d'exécution du programme, on réalisera les activités suivantes:

- i) Un mécanisme bon marché de transfert de fonds sera mis en place conjointement par la Caisse de crédit mutuel Vandenberg de Santa Maria, en Californie, et la microbanque de Santa Cruz de Mixtepec, appuyée par l'association mexicaine de caisses de crédit mutuel (AMUCSS). Le programme, en collaboration avec le centre nord-américain d'intégration et de développement de l'université de Californie, situé à Los Angeles, et l'AMUCSS, créera une agence de la microbanque de Santa Cruz de Mixtepec, en conjonction avec la caisse de crédit mutuel de Santa Maria. Le programme s'efforcera ensuite de rendre l'agence entièrement opérationnelle et d'améliorer les méthodes d'élargissement de la clientèle et le matériel de formation.
- ii) Dans des villages mexicains sélectionnés, le programme travaillera, par l'entremise de l'AMUCSS, avec les organisations financières communautaires existantes (par exemple *cajas de ahorro y préstamo*) à la création de véritables microbanques. Ces dernières seront des institutions financières soumises aux réglementations nationales, aptes à fournir des services tels que l'épargne, les petits prêts pour les activités productives, et les transferts de fonds peu coûteux.
- iii) Les diverses composantes de la microbanque modèle dans le village d'origine - lien avec une caisse de crédit mutuel des États-Unis, accès à l'Internet et investissement dans des projets productifs - seront reproduites dans d'autres sites au Mexique et en El Salvador.
- iv) Le programme, en collaboration avec El Rescate (une organisation de service pour les immigrants, dont le siège est à Los Angeles) et la fondation d'Amérique centrale pour le développement humain durable, mettra sur pied pour les HTA mexicaines et salvadoriennes et leurs associations homologues locales un programme de formation qui les familiarisera avec les projets productifs utilisant les transferts de fonds familiaux et communautaires. De plus, le programme organisera une conférence nationale aux États-Unis, puis une autre y faisant suite, sur la côte Est, pour les HTA salvadoriennes.
- v) Une étude axée sur la problématique hommes-femmes, s'intéressant à la population migrante féminine, sera entreprise lors de la première année du projet. Ses résultats seront utilisés pour mieux tenir compte de cet aspect dans les composantes et les activités du programme.
- vi) Trois projets pilotes, au moins, seront exécutés annuellement avec les HTA de migrants et les communautés rurales. Ces deux dernières cofinanceront des initiatives productives qui seront coordonnées et facilitées par les projets financés par le FIDA.
- vii) Au cours de l'exécution du programme, des activités verront le jour dans d'autres pays en fonction des demandes introduites par les HTA et les organisations rurales locales intéressées.

VI. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

16. Le MIF et le FIDA concluront un accord visant l'établissement d'un "mécanisme de partenariat MIF-FIDA pour le développement du secteur privé rural". Il est proposé que le FIDA passe un accord avec l'UNOPS, pour la gestion du don du FIDA et la fourniture au programme d'un appui administratif et d'une aide à la mise en réseau. La responsabilité de la gestion du DAT incombera à un comité exécutif présidé par le directeur du programme du FIDA et où siègeront le MIF et divers spécialistes internationaux conjointement désignés. Le comité exécutif sera principalement chargé de l'approbation des orientations et des plans de travail et budgets annuels du programme, ainsi que de la supervision d'ensemble des activités du programme. Il préparera un manuel des procédures, convenant au MIF et au FIDA, qui contiendra les instructions relatives à la sélection, au financement et à la supervision des projets. Un coordinateur de programme, agréé tant par le MIF que par le FIDA, sera responsable de la gestion des opérations au quotidien et assurera la liaison avec le directeur du programme du FIDA et les institutions participantes.

17. La division de l'UNOPS s'occupant des programmes du FIDA assurera l'administration du programme ainsi que l'administration et le suivi des ressources du DAT selon le plan de travail annuel approuvé par le comité exécutif. Elle veillera également au respect des arrangements contractuels du programme; co-signera avec le coordinateur du programme les accords passés avec les associations de migrants, les projets financés par le FIDA et les autres partenaires potentiels, pour l'exécution des activités du programme; assumera la responsabilité d'ensemble, et facilitera et appuiera la coordination pour la préparation de plans de travail et budgets annuels participatifs, etc. De plus, l'UNOPS de New York fera en sorte que le programme entretienne une relation étroite avec les associations de migrants dominicaines, mexicaines et salvadoriennes et les autres partenaires de New York, Los Angeles et ailleurs aux États-Unis, et les consulte.

VII. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

18. Le MIF a indiqué que son approbation pour le cofinancement de l'opération était conditionnée par un ratio de financement avec le FIDA voisin de 2 pour 1. La première phase du programme sera financée par un don du FIDA d'un montant de 1,0 million de USD. Suite à l'examen intérimaire qui sera réalisé en 2005, une seconde phase du programme, devant bénéficier d'un financement additionnel du FIDA d'un montant de 1,0 million de USD, sera soumise au Conseil d'administration pour approbation. Le MIF cofinancera le programme par un don de 4,0 millions de USD. On comptera au nombre des autres institutions participant au financement: le Centre nord-américain pour l'intégration et le développement, le Conseil mondial des caisses de crédit mutuel, les organisations et fondations à assise communautaire et celles de la société civile, et les caisses de crédit mutuel californiennes. Le programme bénéficiera également de cofinancements de la part des projets du FIDA en cours d'exécution dans les pays participants. Les contributions financières et techniques seront déterminées au cas par cas, conformément aux accords conclus entre les bénéficiaires locaux des projets et les HTA aux États-Unis. C'est pourquoi, les contributions financières potentielles des projets du FIDA ne figurent pas dans le tableau ci-après.

Coûts et financement du programme¹

Catégorie de coût	FIDA ²	MIF/BID	Autres	Total	%
Services ruraux financiers/de communication	150 000	1 850 000	350 000	2 350 000	41,2
Formation, mise en réseau, prise de conscience de soi ³	350 000	150 000	160 000	660 000	11,6
Projets productifs ruraux ⁴	250 000	1 850 000	120 000	2 220 000	38,9
Administration et suivi et évaluation du programme	250 000	150 000	70 000	470 000	8,3
Total des coûts du programme	1 000 000	4 000 000	700 000	5 700 000	100,0

¹ Les contributions financières potentielles des projets du FIDA en cours d'exécution n'ont pas été incluses.

² Les coûts sont inclus dans la première phase.

³ Y compris les études axées sur la problématique hommes-femmes et les études de diagnostic en République dominicaine.

⁴ Les coûts directs des projets productifs ruraux seront couverts par les HTA et les bénéficiaires.

VIII. RECOMMANDATION

19. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le DAT proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer, en partie, le programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds, d'une durée de trois ans à compter de mai 2004, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD), qui sera mis à la disposition de la division du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) chargée des programmes du FIDA, pour être administré selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

LOGICAL FRAMEWORK

Description	Objectively Verifiable Indicators	Means of verification	Critical Assumptions
<p>Development Objective (Goal)</p> <p>Development and poverty reduction of rural communities in the Latin America and the Caribbean region is achieved through a combination of public and private, migrant and local, investment programmes, particularly in the Dominican Republic, El Salvador and Mexico but also in other participating countries.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Proportion of rural population with an income below national poverty benchmarks (disaggregated by age group and gender, with special attention to disparities between indigenous and non-indigenous populations). ❖ Poverty gap ratio (at individual country level), with special attention to gender inequalities. ❖ Proportion of public and private (migrants and local) funding (new and reflows) disbursed to rural social and economic development (at individual country level). 	<ul style="list-style-type: none"> - Countries' poverty assessment studies and publications. - National statistics and census data. - Data of multilateral organizations (United Nations Development Programme; United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean; World Bank). - Field studies. - Impact evaluation surveys and studies. 	<ul style="list-style-type: none"> - International donors and governments provide adequate financial support to rural poverty reduction. - HTAs in close cooperation with local organizations implement social and economic programmes. - Base organizations and HTAs have increased decision-making capabilities over rural development policies and investment plans.
<p>Main TAG Objective (Purpose)</p> <p>Rural financial and economic development in rural areas is achieved through the joint participation of migrant and local communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Development plans jointly designed and approved through consultative mechanisms involving local and migrant communities. ❖ Coverage and scope of private-public partnerships. ❖ Public and private resources allocated to pro-poor development. ❖ Degree of participation of local and migrant communities in consultative mechanisms. ❖ Degree of participation of formal rural financial institutions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Minutes and agenda of consultative groups, workshops, etc. - Database from public-private agencies. - Annual reports from rural financial institutions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Public investments (relative and absolute) in the rural sector increased. - Migrant communities' investment in the rural sector increased. - Rural sector has corresponding increase in uptake capacities for investment. - Migrant and rural communities develop systematic and long-term relations.

Expected Outputs	Indicators	Means of verification	Assumptions
<p>1. Rural Financial/Communications Services</p> <p>Development of local banking systems that will provide an array of services to the rural population not currently covered by commercial financial institutions; and promotion of ways to bring this population to the formal financial sector. In that sense, activities will promote a variety of services and systems such as linking remittances with savings and microcredit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Number of rural financial institutions providing innovative and new financial services to migrant and local communities. ❖ Number of new checking and savings accounts opened in migrant and local communities. ❖ Number of communications (Internet and phone services) microenterprises opened in local and migrant communities. ❖ Lower costs of transaction in money transfer operations. ❖ Number of rural microbanks created or upgraded from informal to formal “<i>cajas rurales</i>”. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financial institutions’ annual reports. - Central bank and government financial supervisory institutions’ annual reports and studies. - Impact evaluation studies and publications. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rural financial institutions develop financially sustainable new innovative financial services. - HTAs and local communities maintain their association with financial institutions. - Government maintains adequate supervisory and control mechanisms for financial institutions.
<p>2. Training, Networking and Self-Awareness</p> <p>Creation and development of a new model of migrant-local cooperation. HTAs become direct protagonists in the process of negotiations with central and local governments, and relate effectively to international development institutions. HTAs achieve a stronger degree of organization, by promoting the integration of local HTAs into second and third-level associations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Number and evaluation reports of workshops and seminars. ❖ Number and evaluation of HTAs and local community training courses. ❖ Number of formal second- and third-level HTAs organizations in the United States. ❖ Number of formal cooperation agreements between HTAs and local organizations’, municipal and central governments’ rural development and investment programmes. ❖ Publication of a gender-oriented study in migrant communities. 	<ul style="list-style-type: none"> - Final reports of workshops and seminars. - Final reports of training courses. - Annual reports of second- and third-level HTAs. - Annual reports of municipal governments. - Impact evaluation studies and publications. 	<ul style="list-style-type: none"> - HTAs and local communities maintain their interest in associative local development efforts. - Municipal governments maintain active links with HTAs. - Limited political interference with HTA-local community-municipal government interactions. - Adequate local and national political environment.
<p>3. Rural Productive Projects</p> <p>Associations of expatriates and HTAs will participate in and influence directly the local development policies of their communities of origin, through the channelling of community remittances for productive and rural development projects.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Number of agricultural and non-agricultural productive projects jointly cofinanced by HTAs, local communities, municipal and central government, and local IFAD projects. ❖ Number and evaluation of HTAs’ and local communities’ entrepreneurial capacity training courses. ❖ Number of members of HTAs travelling to local communities for business/training purposes. ❖ Proportion of land area used in environmentally sustainable productive projects. ❖ Proportion of new rural microenterprises initiated and operating over three years. ❖ Proportion of export deals generated by HTAs and local communities. ❖ Number of export agreement between local enterprises and entrepreneurs from HTAs. ❖ Number of trade fairs on local ‘nostalgic’ products for ethnic markets in the United States. 	<ul style="list-style-type: none"> - Government international trade data. - Annual reports of IFAD projects. - Municipal records of permits given to industrial and enterprise operations. - Annual reports and financial statements of newly created rural enterprises. - Government data on export permits. - Impact evaluation studies and publications. 	<ul style="list-style-type: none"> - HTAs and local communities maintain active interest in joint productive-trade projects. - Country macroeconomic scenarios generate a favourable environment. - Adequate national trade policies. - Adequate regulations from regional free-trade agreements.

IFAD-ORGANIZED WORKSHOPS ON MIGRATION AND REMITTANCES

1. The first major meeting to discuss the potential use of remittances in rural development in El Salvador was organized by the World Bank and IFAD and was held at World Bank headquarters. Other co-organizers were the SHARE foundation, an American non-governmental organization (NGO), and the Advocacy Committee for Agricultural and Rural Development, a Salvadorian NGO. As a result of this meeting, a second workshop was held in San Salvador in May 2002.

2. The second workshop was attended by Salvadorian migrant associations from Washington D.C., Las Vegas, New Jersey and Los Angeles, and by representatives of the Salvadorian government and civil-society organizations. Its purpose was to introduce the Salvadorian migrant associations to IFAD projects in the country. To show the migrants how IFAD develops and implements its projects, a trip was organized to the regions of two project sites in Chalatenango, San Vicente and Cabañas. This outing gave the migrants the unique opportunity to see development projects in action. It was a memorable event for many migrants who had never visited anywhere in El Salvador outside their region of birth. Also, many migrants were deeply affected by the persistent poverty in their home country, and by the work being done by IFAD. Some HTA representatives expressed interest in assisting in developing organic vegetable production. One representative also was considering helping an association of producers purchase a freezer-truck (to transport produce to the capital). Some suggestions and conclusions arising out of this event were the following: a migrant association representative should be on the national steering committee of IFAD-financed projects; besides investing financial resources in income-generating projects, migrants can also share human and intellectual resources (technology, knowledge, skills); community-based organizations must be included in the dialogue; the migrant associations in the United States should begin to organize themselves nationally; future meetings should be held in the United States so that IFAD can continue this new and innovative dialogue with migrant communities there.

3. A third workshop, held in Los Angeles in October 2002 and entitled "Transnational Conferences of Salvadorian Associations in the United States", sought to sensitize Salvadorian migrant associations in the United States on the current situation of the rural population in El Salvador and to identify mechanisms for co-investment of remittance resources and IFAD projects. This last meeting, organized at the request of transnational Salvadorian associations based in Los Angeles, San Francisco, Houston and Las Vegas, allowed the Salvadorian hometown representatives to establish direct contact and discuss project proposals with IFAD staff. Among its other conclusions, the workshop suggested that IFAD establish clear criteria, objectives and mechanisms for migrant association collaboration in local development projects; share its database of proposals for co-investment and; organize another similar meeting with Salvadorian migrant associations on the East Coast of the United States, ensuring the participation of the counterpart organizations of the community of origin.

APPENDIX III

PROGRAMME DESIGN MATRIX

Programme Operational Components	IFAD Strategic Framework 2002 – 2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
Rural financial communications services	<ul style="list-style-type: none"> Better bargaining level with local, national and transnational financial institutions Stronger local rural financial institutions 	<ul style="list-style-type: none"> Efficient, low-cost communications and fund-transfer technologies 	<ul style="list-style-type: none"> Low-cost, efficient and accessible financial services for migrants and their families Loan, credits, guarantees and other innovative financial services 	<ul style="list-style-type: none"> Empowerment Enhanced financial services Capacity-building Low-cost remittances
Training, networking and self-awareness	<ul style="list-style-type: none"> Strengthened capacity of the rural poor and of migrant and local organizations Networking of migrant associations and local community counterparts 	<ul style="list-style-type: none"> Improved productive and management capacity Awareness of market and business opportunities Awareness of bargaining power with national and local authorities 	<ul style="list-style-type: none"> Accessible financial services 	<ul style="list-style-type: none"> Empowerment Self-awareness Political leverage
Rural productive projects	<ul style="list-style-type: none"> Strengthened income-generating capacity of the rural poor 	<ul style="list-style-type: none"> Investments in productive assets (land, equipment and production tools) Productive agricultural and non-agricultural support (provided by IFAD projects and migrant associations) 	<ul style="list-style-type: none"> Accessible financial services for productive investments Savings and capital mobilization Access to national and international markets 	<ul style="list-style-type: none"> Empowerment Improved income Sustainable rural enterprises Better living conditions

IFAD EXPERIENCE WITH MIGRANT ASSOCIATIONS AND GROUPS

1. IFAD already collaborates with Salvadorian migrant associations in the United States through the implementation of pilot projects combining remittances and IFAD resources. This pilot experience could be replicated in other countries with continued support. IFAD first considered remittances as a possible tool to cofinance productive projects in El Salvador in 1997, when it launched the Rural Development Project for the North-Eastern Region. IFAD had noted when designing this project the large volume of remittances flowing into the country and their importance for the national economy. However, during project implementation, it was realized that remittances often had specific purposes and destinations. Therefore, to tap into remittances effectively, the Fund would have to sensitize not only the recipient community, but also the sending community (in other words, the source of the funds).

2. While IFAD has recognized the importance of remittances in the Latin American and Caribbean region for many years, it has only been recently that concrete possibilities for cofinancing rural activities with remittance resources have arisen. Over the past two years, migrant communities have showed increasing interest in ensuring that the money they remit to their countries of origin has the greatest impact possible. Due to the surge in interest among the migrant communities and their associations, a new dialogue on remittances has been established involving migrants, community-based organizations, NGOs, local universities, and intergovernmental organizations such as the World Bank, IDB and IFAD.

3. As a result of this interaction, many associations that previously had no effective facilities to channel their money to their communities of origin now see new possibilities of investing their resources there in a more sustainable manner. They have been empowered because of the relationships and dialogue that have been built, and the manner in which they have been built, i.e. the fact that migrants themselves have been in direct contact with IFAD and government representatives. It was indeed a unique and exciting moment when at the workshop in Los Angeles, migrants of poor peasant background, normally excluded from development policy dialogues, sat at the same table as Salvadorian government representatives. The migrant associations are clearly expressing a desire to collaborate with other organizations in directing remittances towards the economic and social development of their communities in El Salvador. However, they are also apprehensive about the possible political use of their funds.

4. IFAD has launched a pilot project with two Salvadorian migrant associations in the United States to explore cofinancing possibilities (following the Mexican matching fund programme). In 2002, the IFAD Rural Development Project for the Central Region (PRODAP II), in the departments of San Vicente and Cabañas, El Salvador, began a collaboration with two Salvadorian migrant communities in the United States (in Los Angeles, California, and in Virginia)¹, in which the associations will cofinance the construction of an extension to an existing rural school, on land purchased with migrant community support. This will allow the school to provide education to 685 students through the high school level. The *Comité Pro Mejoramiento de la Labor en Los Angeles* has provided USD 7 300 for the purchase of the land and USD 9 000 for the construction of the extension. The HTA *Hermanos Lejanos de la Labor en Virginia* has invested USD 1 300 in the construction. The total project cost will be about USD 55 000. IFAD/PRODAP II is providing USD 29 000 and HTA USD 26 000. So far, this innovative project has functioned smoothly and has sparked the energy and interest of migrant associations.

¹ The project also incorporates the participation of the community itself, the Salvadorian Ministry of Education, ADESCOLL (the community association requesting assistance), the ROCHDALE cooperative (the referral organization for the management of the technical services), FUCAP (the Central American Foundation for Sustainable Development) and Sertecnica (the co-executing agency)